



CENTRE COMMUNAL  
D'ACTION SOCIALE

2026/12052026/6

## DÉLIBÉRATIONS

Le 12 mai 2026 à 15h44 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

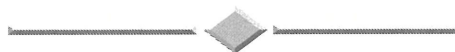
Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER, Madame Zohra AMIMI, Madame Élise BOQUIÉ, Madame Brigitte BROUT, Madame Marine CARON, Monsieur Samantigui DOUMBIA, Monsieur François HAINIGUE, Monsieur Dorian JUSTIN, Monsieur Jamal KHERBECHE, Madame Dominique LABARRE, Madame Clémentine LE DUEY, Madame Martine LELAIT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Madame Elisabeth MENESTRIER, Madame Adeline PIERRE, Madame Gaëlle SILVESTRE, Madame Juliana VIENNE

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

**Date de convocation : 7 mai 2026**





## DÉLIBÉRATIONS

-----

### **6 DÉLÉGATIONS DE POUVOIR CONSENTIES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Conformément à l'article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil d'Administration peut donner délégation de pouvoirs, à son Président, à son (sa) Vice-président(e) ou à son (sa) Vice-président(e) délégué(e) dans les matières suivantes :

- attribution des prestations dans des conditions définies par le Conseil d'Administration,
- conclusion et révision des contrats de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
- préparation, passation, exécution et règlement des marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être réglementairement passés selon la procédure adaptée en raison de leur montant,
- conclusion des contrats d'assurance,
- création des régies comptables nécessaires au fonctionnement du centre d'action sociale et des services qu'il gère,
- fixation des rémunérations et règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts,
- exercice au nom du centre d'action sociale des actions en justice ou défense du centre dans les actions intentées contre lui dans :
  - Les affaires pénales concernant les services du C.C.A.S., son personnel ou ses équipements (agressions, effractions, vols, voies de fait, etc.),
  - Les affaires relevant du Tribunal Administratif en matière de personnel,
  - Les affaires relevant du Tribunal des Prud'hommes,
- délivrance, refus de délivrance et résiliation des élections de domicile mentionnées à l'art. L. 264-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles autorisant le Conseil d'Administration à donner délégation de pouvoirs à son Président, à son (sa) Vice-Président(e) ou à son (sa) Vice-président(e) délégué(e),

VU l'Article R. 123-22 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 12 mai 2026 procédant à l'élection de la Vice-Présidente du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 12 mai 2026 procédant à l'élection de la Vice-Présidente déléguée du C.C.A.S.,



## DÉLIBÉRATIONS

-----

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, décide :

- **Article 1<sup>er</sup>** : Pour faciliter le fonctionnement quotidien et la gestion du C.C.A.S., délégation de pouvoir est donnée à Monsieur le Président dans les matières suivantes :
  - Préparation, passation, exécution et règlement des marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être réglementairement passés selon la procédure adaptée en raison de leur montant,
  - Fixation des rémunérations et règlement des frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts,
  - Exercice au nom du centre d'action sociale des actions en justice ou défense du centre dans les actions intentées contre lui dans :
    - Les affaires pénales concernant les services du C.C.A.S., son personnel ou ses équipements (agressions, effractions, vols, voies de fait, etc)
    - Les affaires relevant du Tribunal Administratif en matière de personnel
    - Les affaires relevant du Tribunal des Prud'hommes
- **Article 2** : Pour faciliter le fonctionnement quotidien et la gestion du C.C.A.S., délégation de pouvoir est donnée à Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. dans les matières suivantes :
  - Attribution des prestations dans des conditions définies par le Conseil d'Administration ; à savoir :
    - Les décisions relatives aux Allocations Communales de Solidarité dans les limites fixées par le règlement d'attribution ;
    - Les demandes d'admission en résidence autonomie et les documents y afférents,
    - Les demandes d'admission au SAD et les documents y afférents,
  - Conclusion et révision des contrats de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
  - Conclusion des contrats d'assurance,
  - Création des régies comptables nécessaires au fonctionnement du centre d'action sociale et des services qu'il gère,
  - Délivrance, refus de délivrance et résiliation des élections de domicile mentionnées à l'art. L. 264-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles



## DÉLIBÉRATIONS

- **Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. délégation est donnée à Monsieur le Président dans les matières qui lui sont déléguées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président, délégation est donnée à Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. dans les matières qui lui sont déléguées.

- **Article 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de la Vice-Présidente et du Président du C.C.A.S., délégation est donnée à Madame la Vice-Présidente déléguée, dans les mêmes matières.

- **Article 5 :** Conformément aux prescriptions de l'article R. 123-22 du Code de l'Action Sociale et des Familles, les décisions dans les matières déléguées seront signées personnellement par le Président, la Vice-Présidente ou la Vice-Présidente déléguée.

En outre, le Président, la Vice-Présidente et la Vice-Présidente déléguée devront, à chaque séance du conseil, rendre compte des décisions prises sur le fondement de la présente délégation.

- **Article 6 :** La Directrice du C.C.A.S. de Rouen et le Trésorier Municipal de Rouen Métropole seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

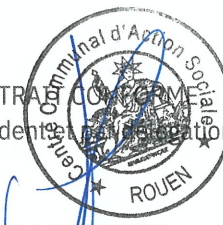
Votants :

- Pour : 16
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 1

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIRE  
Pour le Président du C.C.A.S. de Rouen

Vanessa RAPITEAU  
Directrice du C.C.A.S. de Rouen



Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.